

Le carrefour congolais

Pour la collaboration entre les recherches anthropologiques,
les programmes de développement, les Médias et les
Entreprises en DRC

No 5 – Mai 2021

«*Mboka bolumbu* »

Les Leçons de la COVID-19 à 95 millions
de Congolais
Volume 2

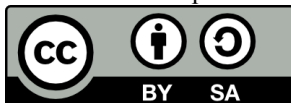
Le Carrefour Congolais,
La revue du Département d'Anthropologie de l'Université de
Kinshasa

ISSN (imprimé) 2665-9875

ISSN (en ligne) 2666-6782

lecarrefourcongolais.org

Tous les articles sont mise à disposition selon les termes de



Les leçons de la COVID-19 en RDC : une incertitude théâtralisée?

par Delphin KAYEMBE KATAYI

Introduction

L'incertitude permanente chez l'homme vivant peut être assimilée à cet aiguillon sans lequel il ressemblerait à un cadavre. Ne rien entreprendre du tout, ne fut-ce que pour dégourdir ses jambes, peut et doit inquiéter tout organisme doté de la vie. En tout cas, c'est en opposition à une conception de la santé, de la fin du 18^{ème} siècle qui se définissait par rapport à la maladie, identique à l'absence de maladie, qui l'inscrit dans le silence des organes. S'en éloigner de manière durable signe le sens même de la vie, de l'existence.

Tandis que la survenance d'une épidémie occasionne des actions d'urgence, qui, dans un contexte fragile, intimident très souvent toute critique malgré des ratés incalculables. Cependant toute pandémie surprend et questionne aussi le système de santé existant. On a longtemps démontré le signe d'essoufflement mais qu'on évite de se faire remarquer par l'entraîneur (sélectionneur), ou que ce dernier pour des raisons connues de lui-même, maintient son préféré en dépit des chahuts des supporters réclamant son remplacement immédiat. Dans le secteur de la santé, le virage emprunté par les principaux acteurs actuels (gouvernants et leurs nombreux partenaires) sont habitués dans une routine cyclique. Cette dernière empêche la visibilité du bienfondé de l'atteinte du niveau de contrôle des pathologies dans une communauté.

Pour emprunter le langage de la prospective, l'atteinte de ce niveau permet indubitablement de s'occuper de manière efficiente de :

- la prévention d'innombrables pathologies qui font irruption dans une population à cause de la négligence ;
- l'investissement dans la recherche fondamentale ;
- l'activation de l'alerte tout azimut ;
- la formation d'un personnel hautement qualifié capable de rivaliser avec ses pairs ;
- l'accentuation du sens de responsabilité dans le chef de la population et celui des gestionnaires des secteurs aux implications sanitaires.

Devant un tel idéal, l'incertitude occasionnée par la COVID-19 ouvre sur un bon nombre des leçons apprises susceptibles de justifier cette réflexion. Nous osons croire que l'investissement à consacrer à un tel examen nous dédouanera de l'inertie caractéristique de la politique du moindre effort et de l'absence du tourment scientifique observés chez bon nombre d'intellectuels ou scientifiques congolais.

Ainsi donc pour son économie, outre cette introduction et la conclusion qui suivra, la présente réflexion se prononcera sur la RDC en scrutant tour à tour le contexte politique de la survenance de la COVID-19, ses cruciales questions sanitaires, les défis liés aux incertitudes.

1. Contexte politique et la COVID-19

L'annonce du tout premier cas de la COVID-19 en Chine (Wuhan), en décembre 2019, a sonné le glas à la fois du pessimisme et de l'optimisme des politiques à l'échelle globale, s'estimant capables ou non d'y faire face. Certains d'entre eux ont évalué le risque à sa juste valeur et ont impulsé le renforcement des dispositifs nationaux en proposant des mesures fortes de stricte observation tant à l'interne qu'à l'externe.

Il s'est agi essentiellement du resserrement de l'étau autour des frontières aériennes, terrestres et maritimes en passant par la fermeture progressive des lieux de grande affluence : plages, stades, offices religieux, etc. Les récalcitrants ont brulé leurs plumes une fois surpris par les agents de l'ordre.

En République démocratique du Congo, le 10 mars 2019 fut la date « D » du premier cas déclaré par l'autorité de tutelle. Cette annonce solennelle a essuyé des virulentes répliques au nombre desquelles un *tweet* d'une actrice politique qui la qualifiait d'une stratégie d'enrichissement, « Eza coop », insinuant ainsi l'emboîtement des pas des autorités sanitaires nationales en vue de bénéficier de l'aide financière de la communauté internationale. La suite fut ponctuée des scènes de théâtre, car les déclarations des politiques n'ont pas galvanisé assez les esprits quant à la conduite à tenir.

Si une telle déclaration pouvait provenir d'une personnalité politique mieux connue, il ne faut surtout pas sermonner le commun des mortels qui, pour des questions cruciales comme celle-ci, s'attendent à une réponse à la question : « bakonzi balobi nini ? ». C'est pour dire que l'attitude dubitative de l'acteur politique

congolais a instauré un doute cynique au sein de la population, déjà largement convaincue que la politique rime avec le mensonge.

Par ailleurs, dans toutes les formations sociales constituées, de l'instance politique étaient attendues et enregistrées des déclarations d'apaisement, d'orientation afin d'épargner la population des dégâts que causeraient cette nouvelle pandémie.

A l'absence d'un engagement politique d'envergure claire, les actes de communication qui ont retenti dans ce cadre n'ont pas permis à la population de prendre la mesure des conséquences que représentait ce danger qui la guettait. C'est ainsi qu'au moment où la présidence décrétait l'état d'urgence, le 24 avril 2020, une autorité de l'une des institutions du pays pouvait minimiser l'acte en le qualifiant même d'anticonstitutionnel.

Pendant ce temps, les élus au parlement n'avaient pas caché leurs appétits pour pêcher en eaux troubles. Ici, le politique a exigé vainement la convocation du congrès. Et les révélations sur les sommes d'argent pour ce faire n'ont fait que couler de l'ancre et de la salive ; des commentaires allant dans tous les sens, avant de tirer les rideaux sur l'exposition à moindre frais du portrait-robot de l'homme politique congolais. Celui-ci fait preuve d'inventivité pour initier même des lois en vue d'obtenir la subordination des magistrats de la République au ministre de la justice. Il y avait quelle urgence alors la stabilité de la législature précédente devait être un acquis démocratique d'envergure.

De nouveau, des sorties médiatiques du genre « YEMEYI ALOBI NABANGA TE », et la suspension de participation aux conseils des ministres de l'auteur de ces propos, puis son éviction de la tête du prestigieux ministère, manteau politique pour assurer

la survie des détenteurs des dossiers en justice avec des tiers, des « menus fretins » voulais-je dire.

1.1. Des proches ou des alliés qui trahissent?

Alors que la population s'attendait à mobilisation sociale par le haut, elle a tout au moins été déçue. Car elle a assisté par contre à une guerre sans merci de positionnement politique. Et le déroulement et le verdict télévisé du procès dit de 100 jours, ont occupé une bonne partie du temps de l'oisiveté des Congolais, à l'instar d'un grand match de football à la télévision nationale (RTNC). Comme si cela ne suffisait pas, le scandale a encore enflé à l'occasion du dévoilement du barème salarial appliqué aux employés de la présidence sur les réseaux sociaux, où le traitement du jardinier de cette institution rivalise avec ce que touche un professeur ordinaire. Tout cela ne fut pas de nature à réhabiliter l'image ternie du gouvernant congolais en général. Loin s'en faut. Et le frémissement du fonctionnaire fut aggravé par l'application de l'impôt sur le revenu (IPR) à hauteur de 15% sur le net à payer en lieu et place du salaire de base.

Ce grincement des dents a repris bel après une accalmie d'un trimestre pendant que le slogan de l'actuelle législature est demeuré : « le peuple d'abord ! ».

Le contexte politique fut aussi marqué par des déclarations de nature à saper tout espoir de consolidation de l'alternance pacifique du pouvoir. Au contraire, ce fut un véritable ballet de règlement des comptes et des manifestations de rue tendant à dénoncer « les dérives dictatoriales » ou de soutien au pouvoir en place. Les éléments sonores enregistrés et authentifiés, qui mettent à nu des calculs politiques, n'ont fait renforcer l'idée qu'en politique en plus de l'image étriquée de ces acteurs sociaux, il

existe plus des cadeaux empoisonnés au-delà des promesses électorales ou des prises de position sur la place publique.

Enfin, la fête dans ce contexte politique s'est clôturée par « le déboulonnement » du régime politique précédent, taxé à tort ou à raison d'être la cause du malheur du peuple congolais. Un déboulonnement marqué par : la requalification de la majorité parlementaire au cours de la même législature, le renouvellement des bureaux du sénat et de l'assemblée nationale, la restructuration de la chaîne de commandements des services de sécurité et de l'armée, etc. Un jeu politique de haut vol qui a happé des caciques pour rallier l'Union Sacrée pour la Nation (USN, en sigle), pour soutenir la vision du Chef de l'Etat ? Attendons voir, car c'est la répétition de tout ce qu'on a entendu lors de la création de la MP, FCC, etc.

1.2. La COVID-10 elle-même

Dans toute cette cacophonie politique, la pandémie de la COVID-19, et ce, en dépit des trépas enregistrés des hautes personnalités politiques, n'a pas eu raison de la vitalité du champ politique. Bien au contraire, il est resté le seul à pouvoir excréter des signaux de vie non entamés, tandis que les autres secteurs vitaux de la vie nationale dont l'économie, la culture et le social ont été réduits à leur simple expression. Ils ont subi un ralentissement dont la survie tient encore à un fil. Toutes les activités de survie rendues informelles en grande partie par les congolais eux-mêmes, depuis près d'un demi-siècle, ont été secouées davantage. Tel est le bilan macabre en format réduit du contexte politique lors de la survenance de la COVID-19. En d'autres termes, on a assisté plutôt à une inflation d'actes politiques dont les contours ne sauront être circonscrits malgré la batterie des mesures barrières, associées aux

confinements et les couvre-feux série, et l'apparition des variants de la COVID-19.

2. Questions sanitaires de la RDC

2.1. La santé : un secteur au passé élogieux

Les premières décennies du Congo post postcoloniale, après l'accession de la RDC à l'indépendance en juin 1960) furent fastes. Le pays jouissait d'une aura telle qu'il figurait parmi les rares destinations internationales en matière de prise en charge médicales de cette époque. Venir se faire soigner par les médecins congolais, au Congo, était alors la norme sinon la mode. Et le système sanitaire quadrillé en provinces sanitaires, districts sanitaires, zones de santé et aires de santé, à ses débuts a suscité biens des éloges.

Près de moins d'un quart de siècle, cette période au cours de laquelle l'euphorie avait pris de l'ascendance sur comment pérenniser ou dépasser le niveau laissé par le colonisateur en direction du mieux-être, le cauchemar s'est invité pour gripper toute la machine. C'est ainsi qu'un regard rétrospectif avec ceux qui ont vécu cette période, montre que le pays ne fait que reculer. Sous un titre évocateur, les auteurs de l'ouvrage collectif *Tango ya banoko* (Bongeli § alii 1986) ont recensé quelques témoignages de cette époque, qui semblent tous fustiger et conjurer les velléités d'avoir acclamé l'avènement d'une indépendance dans l'impréparation mentale. Car ceux qui ont pris les rênes de l'appareil politico administratif africanisé n'ont fait que désarticuler le système qui se mettait timidement en place.

2.2. La découverte interdite de sa fragilité

A maintes reprises, on lit dans la description des contextes des projets ou des financements dans le secteur de la santé, que ses

indicateurs sont alarmants. Ils justifient alors l'indexation du pays comme étant fragile, à haut risque sanitaire, etc. Tout étranger qui entreprend un voyage vers la RDC, jusqu'au moment où nous coulons ces phrases, est conseillé d'observer des précautions sanitaires sans ménagement. Car eux-mêmes Congolais surtout ceux des classes sociales aisées ainsi que tous les gouvernants indistinctement, ont les yeux rivés vers l'évacuation sanitaire en cas d'une petite toux persistante.

Ainsi comme si cela ne suffisait pas, la santé s'est commercialisée dans les églises dites de réveil. De plus en plus, les anthropologues au nombre desquels figure le spécialiste des Yaka, René Devisch pour ne pas le citer, découvrent qu'au cours des années 90, la guérison aux problèmes des Kinois était offerte par le prophète ou le pasteur à l'église. Des recettes vantées à longueur des journées à travers les médias et au cours des rassemblements publics à des occasions des campagnes dites d'évangélisation. Et d'en conclure que Jésus était systématiquement pillé (1996).

2.3. Les voix s'élèvent

Au cours de la COVID-19, ce pavé jeté dans la marre, a rappelé ce que la majorité des congolais vit sans l'exprimer le mieux possible. Pour utiliser le langage qu'ils entendent, l'artiste musicien Le Karmapa l'a immortalisé dans son œuvre artistique titrée « Mama Yemo »¹. Il y fustige la complicité du développement des pratiques commerciales, où l'accueil des patients, même à l'agonie, est conditionné sans ménagement par l'exhibition des billets des banques comme caution ; la forte probabilité d'y

¹Mama Yemo est le nom le mieux connu des congolais. Il symbolise la formation sanitaire de référence grâce à son plateau technique, ainsi que l'ouverture de ses portes aux ayants droit fonctionnaires de l'Etat et leurs dépendants pendant tout le règne de feu Président Mobutu (1965-1997).

contracter des maladies iatrogènes ; le relâchement observé des mesures d'hygiène y donne lieu à la multiplication des rongeurs en bonne santé qui côtoient les cadavres à la morgue et ceux qui vont prendre douche dans les toilettes de cette grande formation sanitaire.

Pour chuter avec un refrain, une sorte de voie de sortie musicale, il rappelle le sens du serment d'Hippocrate prononcé à la fin de la formation de tout corps médical. En voici un extrait :

Je jure par Apollon, médecin, par Esculape, par Hygie et Panacée, par tous les dieux et toutes les déesses, les prenant à témoin que je remplirai, suivant mes forces et ma capacité, le serment et l'engagement suivant : « ... »

« Je ne remettrai à personne du poison, si on m'en demande, ni ne prendrai l'initiative d'une pareille suggestion; semblablement, je ne remettrai à aucune femme un pessaire abortif, je passerai ma vie et j'exercerai mon art dans l'innocence et la pureté. Je ne pratiquerai pas l'opération de la taille. Dans quelque maison que j'entre, j'y entrerai pour l'utilité des malades, me préservant de tout méfait volontaire et corrupteur, et surtout de la séduction des femmes et des garçons, libres ou esclaves. Quoi que je voie ou entende dans la société pendant l'exercice ou même hors de l'exercice de ma profession, je tairai ce qui n'a jamais besoin d'être divulgué, regardant la discrétion comme un devoir en pareil cas. « Si je remplis ce serment sans l'enfreindre, qu'il me soit donné de jouir heureusement de la vie et de ma profession, honoré à jamais des hommes; si je le viole et que je me parjure, puissé-je avoir un sort contraire. »

Ce serment fait passer l'idée altruiste devant celle du lucre en présence d'un patient. Faute de la correction à apporter à tout ce

qu'il considère comme tares, prévient-il, par une sorte de testament prémonitoire, il enjoint à ses proches de s'interdire d'ourdir l'idée de l'acheminer dans ce grand complexe hospitalier dont dispose la RDC, qui ; actuellement se trouve sous un état de respiration assistée.

On connaît bien la force de la parole chez l'Africain lorsqu'il y associe Dieu, la mort, etc pour éviter de l'inscrire dans les oubliettes. Ceux qui se sentent les plus éloignés de la langue légitime (BOURDIEU, 1982) y recourent afin d'affirmer leur existence.

C'est ainsi que pour taire cette dénonciation, une bonne fois pour toutes, la chanson fut interdite de diffusion sur les ondes, et la suite on connaît les démêlés qu'il a eus avec la justice au motif que celui ternissait sans raison valable l'image de cette formation sanitaire. C'est-à-dire pour avoir dénoncé ce que tout le monde vit et regrette tout bat. Alors que nous pensions à une reprise de la situation, c'est-à-dire que les autorités de la formation sanitaire sus visée de renforcer le plaidoyer à qui de droit pour l'amélioration de leurs conditions de travail, ce fut plutôt un ballet d'intimidations, brimades, menaces, etc.

2.4 Réplique d'un intellectuel

Sans trop attendre le pourrissement de la situation, la réaction du professeur Bongeli, en sa qualité d'ancien ministre de la santé, ne se fit pas attendre. Il a apprécié tour à tour cette icône de la musique congolaise pour sa lucidité, « en sociologue tout le monde », qui a décrié des faits vrais et vécus.

Aux hommes en blousons blancs, il a souligné le risque qu'ils prennent en approchant les patients dans les conditions qu'ils n'ont pas créées. Ils exposent à ces multiples occasions leurs

propres vies en voulant sauver celles des autres. Néanmoins, son doigt accusateur pointe les institutions internationales d'aide au développement de divers ordres ; qui, selon lui, pour avoir vécu cela lui-même en qualité susmentionnée, imposent des conditionnalités drastiques pour accéder à leurs « fonds » avec une seule finalité : mettre en place (et l'entretenir) d'un état de dépendance, d'éternel assisté tout pays qui ne voit du salut que de bénéficier de leurs fonds dont fait partie la RDC, pour ainsi justifier leur raison d'être. Une sorte de néo-colonisation jusque-là réussie.

Il va même à préconiser la coupure du cordon ombilical qui lie la RDC d'avec ces institutions car, a-t-il insisté, aucun pays au monde ne s'est développé avec cette aide.

Comme on peut le constater, il ne s'agit là que du procès de la prise en charge sanitaire. L'essoufflement décrié n'est venu qu'exacerber l'insuffisance de l'équipement médical attendu d'un système sanitaire moderne, ou d'un pays déjà émergent que fut le Congo d'après les animateurs politiques du programme de 5 chantiers de l'ex-Chef de l'Etat. Les autres aspects qui passent inaperçus en tout cas, aux yeux du citoyen lambda, mais qui forment la partie immergée de l'iceberg, sont entre autres le niveau du management, l'épineuse question du partenariat et l'état de veille sanitaire de la population (environnement insalubre).

Devant un tel décor, vaut-il encore la peine de se refaire l'écho des propos du Directeur de l'OMS : « l'Afrique doit s'attendre au pire » ou de cette autre invitation de la RDC, qu'elle doit quitter l'Etat-bébé pour adopter les attitudes d'Etat responsable. C'est-à-dire, rompre avec la politique de la main tendue qui le disqualifie comme pays capable de produire ne serait-ce qu'une aiguille alors que les matières premières sont enfouies inutilement dans son sol.

3. La RDC avec ces incertitudes

Dans le dictionnaire Le Grand Robert, l'incertitude est définie comme un état passager chez un individu ou groupe d'individus dont les zones de confort n'offrent plus d'assurance de survie. Et l'organisme concerné se déploie pour rétablir l'équilibre rompu soit à cause d'un dysfonctionnement endogène ou soit par des facteurs exogènes.

D'apparence simpliste, l'incertitude meut les nations dans tous les domaines possibles. La course à l'innovation technologique, l'emprise idéologique ayant conduit par exemple à la colonisation des peuples par une minorité, justifie l'existence de toute la machine mise en place pour veiller au maintien du système qui lui fut favorable.

Etant donné l'existence de cette loi, le problème réside dans le fait que c'est le degré de la prise de conscience de la situation par la partie qui se sent victime qui importe, et cela pourvoit déjà en quantité suffisante l'énergie pour penser le contraire. La lutte sanglante pour les indépendances dans l'histoire, le boycott du système d'apartheid en Afrique du Sud, les révoltes (des Mau Mau au Kenya), etc, en sont quelques-unes des illustrations.

En RDC, le bilan n'est guère élogieux aux yeux des analystes avertis, comme celui-ci qui note :

Le malaise qui a suivi une indépendance houleuse et les rapports ambigus longtemps entretenus par divers pouvoirs (eux-mêmes héritiers de la célèbre Trinité coloniale : Etat, Eglise, Grandes sociétés) avec la dictature mobutiste ont empêché, à plusieurs reprises une mise à plat indispensable à la « décolonisation mentale » qui avait dû s'opérer aussi dans les esprits des ex-colonisateurs » (J-P. Jacquemin, 2000, p. 5).

Le tableau synoptique dressé par quelques répondants est révélateur d'un réel malaise qui ne finit pas de poser le problème non encore extirpé. Et les congolais s'expriment pour extérioriser ou conjurer par la parole les démons qui hantent leur quotidien. Ceci rejoint ce que Benjamin L. Whorf a déduit à partir de son étude chez les Indiens Hopi : « You are what you speak » (p. 49). C'est dire que la langue en usage chez un peuple le prédispose à s'intéresser à certaines choses plutôt qu'à d'autres. Et non tout à la fois.

A ce sujet, nous avons observé et donné la parole au titre des réactions à des questions de type :

- Que ressentez-vous après avoir été confinés et conviés à observer les mesures barrières et le couvre-feu ?
- Quel type de changement la pandémie de COVID-19 a apporté dans votre métier ?
- Comment voyez-vous votre avenir avec l'allègement des restrictions concernant le confinement ?

Les horaires ont été perturbés, et l'on ne savait plus exactement à quel moment se pointer sur l'arrêt de bus à l'aller comme au retour. C'est incertain.

La ville présente un aspect d'une agglomération où tout est incertain davantage. Le bus, l'heure d'arrivée, et celle de retour sont suspendues aux caprices des embouteillages. Ceux-ci sont causés et accentués par des nids des poules, les sauts-de-mouton, l'incompréhension des usagers de la route mais surtout l'incivisme des agents de l'ordre en charge de la régulation de la circulation routière (phénomènes Lomba, mayi, mbasu, etc.)

Ce qu'on ressent après tout cela, c'est l'épuisement et on doit refaire après avoir balayé tout ce qui servait à fonder l'espoir journalier.

La déclaration de la pandémie a eu des effets épouvantables mais elle a dans une certaine mesure aidé à décourager la manière d'accompagner nos morts. Le retrait du cadavre à la morgue n'exige plus des cérémonies ou scènes tapageuses. Il n'existe plus de différence entre les riches et les pauvres, qui, depuis un temps occasionnaient des dépenses hors-portée (*eleki batu mitu, soni na bassusu*, etc.).

Voici quelques déclarations provenant de quelques personnes interrogées:

« Pour moi le confinement a permis à certains enfants de vivre avec leurs parents ou tuteurs dans un état lucide. Il n'y avait plus des raisons valables pour justifier l'état d'ébriété et les retours tardifs à la maison. Même les églises ont connu un temps mort généralisé ainsi que les bars et autres lieux de grande affluence. Pas d'attroupement ni devant le petit écran ou à l'université. Un calme qui rappelait l'atmosphère du cimetière. C'est un changement regrettable. Pour nous, on ne pouvait pas imaginer un peuple meurtri, qui, au bout d'un temps se voit couper de son maigre salaire, justifié par des impôts iniques. Vous parlez de l'avenir ? Il est encore sombre. Jusque-là nous ne voyons pas encore ce qui va réellement changer ».

Ces différentes déclarations permettent de dire que la population kinoise vit un quotidien peu solide. Les mesures barrières édictées ont buté à une résistance acerbe non à cause des dépenses qu'elles auraient occasionnées mais plutôt par l'absence

des infrastructures sur lesquelles elles pouvaient se servir comme marchepied.

Conclusion

La présente réflexion a concerné les leçons anthropologiques de la COVID-19. Et il s'est agi concrètement de répondre si son avènement pouvait être compté comme une incertitude de trop. Pour ce faire, nous avons laissé s'exprimer la population constituée des intellectuels, les vendeurs ambulants ainsi que les chefs des ménages. Un tel exercice a eu pour bénéfice d'écouter l'autre dans sa singularité.

Comme on peut en convenir, l'incertitude devient bénéfique pour pousser vers le mieux-être, qui est et demeure un idéal. Donc, il appartient aux survivants de tirer des leçons majeures afin de mettre sur pied des systèmes dynamiques, qui survivent à leurs initiateurs, susceptibles d'amortir les effets des éventuelles pandémies du genre COVID-19. Sous d'autres cieux des rencontres sont convoquées, les réformes des systèmes de santé sont annoncées, des budgets sont réajustés suivant la dynamique de la pandémie.

Cependant en RDC, des hésitations, des tâtonnements prennent encore les pas sur la convocation des débats dépassionnés devant réfléchir sur toutes les questions à inscrire au tableau des incertitudes nationales. Car décréter la transcendance de ce passé de la honte au moyen d'une amnésie provoquée, sans chercher à clarifier les zones d'ombres d'autrefois c'est tomber à plat ventre en chérissant follement l'allaitement et la prolongation de l'avènement du sevrage. Pourtant indispensable à la maturation de tout individu destiné à relever des grands défis de sa vie et participer à la résolution de ceux qui pèsent sur son pays.

Dans l'entretemps, la confusion est de mise. Cette situation s'apparente au constat fait par FOUCAULT en ces termes : « Et comme il n'y a pas de canal retour, le cours se théâtralise. J'ai un rapport d'acteur ou d'acrobate avec les gens qui sont là. Et lorsque j'ai fini de parler, une sensation de solitude totale » (FOUCAULT, 2008, p. VIII). La métaphore distillée dans cette citation n'est pas l'opposé de la question que peut se poser la COVID-19 face à la réalité congolaise. Car en dépit de la stupeur, le changement durable des habitudes, la mort, etc. qu'il n'y ait pas un signal fort ou une résolution pour réellement me contrarier ou toute autre pandémie à l'avenir !

La COVID-19 est venue ajouter une corvée dans la vie des congolais en général et ceux des basses classes en particulier.

Bibliographie

- DE LANOY, D., MABIALA SEDA DINGWALA et BONGELI YEIKELO YA ATO (sous dir.) « Tango ya ba noko », ‘les temps de nos oncles’ Recueil des témoignages zaïrois », in *Les Cahiers du CEDAF*, Bruxelles, n°5, 1986.
- DEVISCH, R., « ‘Le pillage de Jésus’ : Les églises de guérison et la villagisation de Kinshasa », in G. de VILLERS (dir), *Phénomènes informels et dynamiques culturelles en Afrique*, Bruxelles, Cahiers Africains-L’Harmattan, n°19-20, 1996.
- DUBOIS, « Brève histoire de la santé en Afrique centrale », Bruxelles, Radio-trottoir, 2005.
- GUY DEUTSCHER, “Whorf revisited: You are what you speak”, in JAMES Spradley and DAVID W. McCURDY, *Conformity and conflict*, New Jersey, Pearson, 2012, pp. 49-56.
- Jean-Pierre Jacquemin, « Notre Congo/onze Kongo ». La propagande coloniale belge : fragments pour étude critique, Bruxelles, CEC (asbl-ong), 2000.
- MICHEL FOUCAULT, *Le gouvernement de soi et des autres*, Paris, Seuil-Gallimard, 2018.
- PIERRE BOURDIEU, *Ce que parler veut dire. L’économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982.